

Brochure n° 3303

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2148. – TÉLÉCOMMUNICATIONS**

ACCORD DU 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2013  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2013

NOR : ASET1350436M  
IDCC : 2148

Entre :

L'UNETEL-RST,

D'une part, et

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Après avoir examiné le rapport de branche sur la situation économique, l'emploi et les rémunérations qu'a communiqué UNETEL-RST, dans le cadre de la présente négociation, les partenaires sociaux constatent que les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes des bandes non cadres dans la branche sont inférieurs à 1,7 %, et inférieurs à 4,9 % pour les bandes cadres.

La réduction des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes dans les entreprises de télécommunications est une priorité des partenaires sociaux de la branche.

Ces derniers rappellent que conformément à la loi du 9 novembre 2010 et au décret du 18 décembre 2012, les entreprises d'au moins 50 salariés doivent être couvertes par un accord collectif ou à défaut un plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

La rémunération effective constitue désormais un domaine d'action obligatoire dans le cadre des négociations qui seront menées au moment du renouvellement des accords en cours au 19 décembre 2012.

Pour les entreprises de moins de 50 salariés, elles devront au moins, au cours de l'année 2013 :

- effectuer une analyse comparative des rémunérations femmes-hommes au moins par famille de métiers et par groupe de classification de la convention collective ;
- prévoir une enveloppe de rattrapage si des écarts inexplicables sont constatés ;
- modifier les modalités de détermination des éléments de rémunération et de gestion de carrière qui seraient discriminatoires.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Salaires minima conventionnels pour 2013*

Les salaires minima annuels conventionnels tels qu'ils résultent de l'accord du 26 janvier 2012, sont majorés de 1,6 % au titre de l'anticipation pour l'année 2013.

Les signataires du présent accord conviennent en outre d'une mesure exceptionnelle supplémentaire de 0,5 % pour les groupes A et B.

En conséquence, les salaires minima annuels conventionnels par groupe de classification tels que prévus à l'article 6.1.3 de la convention collective nationale des télécommunications (tel que modifié par l'accord du 26 janvier 2012), arrondis à l'euro supérieur, s'établissent comme suit en 2013, sur la base d'une durée du travail de 35 heures hebdomadaires.

(En euros.)

GROUPE	SEUIL	SALAIRE ANNUEL
A	1	17 542
	1 bis	18 287
	2	19 189
	3	20 173
B	1	18 493
	1 bis	19 099
	2	19 895
	3	21 268
C	1	20 149
	1 bis	21 310
	2	23 247
	3	24 180
D	1	23 472
	1 bis	24 482
	2	26 666
	3	28 167
E	1	29 443
	1 bis	33 798
	2	38 551
	3	41 019
F	1	40 279
	2	48 337
G	1	57 541
	2	70 006

## Article 2

### *Champ d'application. – Publicité*

Le champ d'application du présent accord est celui défini par le titre I<sup>er</sup> de la convention collective nationale des télécommunications et son avenant du 25 janvier 2002.

Les parties signataires conviennent de le déposer et d'en demander l'extension.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> février 2013.

(Suivent les signatures.)